



Procès-verbal

Réunion régulière du conseil scolaire Le 27 mai 2014 – École des Beaux-Lacs – Bonnyville

Présents : Guy Généreux – président, Michèle Dallaire-Vice-présidente, Miguel Poulin, Réal Jodoin, Daniel Aubertin, Marc Dumont – directeur général, Marc Labonté – secrétaire trésorier, Josée Verreault – Directrice des services pédagogiques, Christine Cousineau- Agente de communications

Absence : Aucune.

1. Ouverture

- 1.1. Accueil et mot de bienvenue par Guy Généreux à 16h09.
- 1.2. Conflits d'intérêt : aucun
2. **Proposition pour aller en huis-clos (h):** Pas de huis-clos.
3. **Proposition d'adoption de l'ordre du jour (avec ajouts découlant du huis-clos) :**

Michèle Dallaire propose l'adoption de l'ordre du jour. Adoptée. (270514-3)

4. Proposition d'adoption du procès-verbal de la dernière réunion:

Réal Jodoin propose l'adoption du procès verbal de la réunion régulière du 15 avril 2014. Adoptée (270514-4)

- 4.1. Affaire découlant de la dernière réunion du 15 avril 2014

4.1.1. Camrose

Marc Dumont fait un bref retour sur la réunion régulière, du 15 avril dernier suite à la présentation de Malorie Aubé et Nathalie Bernard concernant leur demande, au nom de parents d'enfants éligibles,

d'ouvrir une école francophone alternative à Camrose. Les conseillers discutent de l'avis juridique que le conseil avait reçu concernant la faisabilité du projet à la lumière des refus de la part du Centre-Nord.

Toutefois, une lettre, en date du 2 mai dernier, adressée à Malorie Aubé expliquant les raisons valables pour lesquelles le Conseil scolaire refusait la demande des parents de Camrose.

Miguel Poulin propose que le Conseil retire sa proposition, telle qu'adoptée (150414-3), dans le procès-verbal du 15 avril dernier concernant l'ouverture d'une école alternative à Camrose. Adoptée. (270514-4.1.1)

Néanmoins, le projet d'une école à Camrose a suscité beaucoup de controverses depuis la parution du Au Fait, notamment dans les médias, surtout en ce qui concerne les frontières et territoires.

À la lumière de la demande du Centre-Nord que la question de l'intégrité des frontières des autorités scolaires soit apportée à une réunion de la FCSFA, les conseillers discutent de dynamiques impliquant le Centre-Nord, où des démarches ont été entreprises à l'insu du CSCE. Notamment, les conseillers discutent du compte-rendu d'Alberta Education, obtenu en 2005, dans lequel il est explicité que la direction générale du Centre-Nord a convenu avec les fonctionnaires qu'il est prêt à assumer la gestion du CSCE dans l'éventualité imminente de dissolution du CSCE et éventuellement du CSNO. Toute discussion à la table de la FCSFA concernant l'intégrité des territoires devra inclure ce document, selon les conseillers du CSCE.

5. Pour décision :

5.1. Budget 2014-2015

Marc Labonté présente les documents. On y voit surtout des ajustements pour l'administration, mais également d'autres reflétant la nouvelle convention collective. La préparation du budget a été fait selon les mêmes chiffres d'inscriptions de cette année en prévision de l'année prochaine.

Réal Jodoin propose le budget 2014-2015, tel que présenté par l'administration. Adoptée (270514-5.1)

5.2. Lac La Biche

Marc Dumont présente les documents déposés à titre d'information. De ces documents, on expose une ébauche des aires de fréquentations potentielles pour l'école à Lac La Biche. On se rappelle que l'étude émise il y a 4 ans, par Kisquared démontrait qu'il y avait un bassin de 70 élèves éligibles pour la prématernelle à la 2e année.

Certainement quatre ans plus tard, il est juste de dire que ces nombres ont peut être changés, si ce n'est que de ces nombres une partie sont sûrement inscrits à Beauséjour. Néanmoins, à l'heure actuelle, l'administration a finalement eu la confirmation des locaux pour Lac La Biche.

De plus, avec la possibilité imminente que Lakeland Catholic détienne un programme d'immersion à Lac La Biche, il devient critique pour le Conseil d'entrevoir le futur de manière plus proactive, car cette venue vient certainement changer la donne pour l'importance encore plus cruciale de l'école à Lac La Biche. Les conseillers et l'administration sont conscients des remous ou des incertitudes des parents de Beauséjour par rapport à l'imposition d'aires de fréquentations, mais il importe d'assurer une pérennité et une vision à plus long terme pour le bénéfice et la survie de l'école Beauséjour en assurant une présence à Lac La Biche. Aussi, il devient impératif de mettre quelqu'un sur le terrain pour la visibilité et le recrutement, soit l'embauche de la direction d'école qui pourrait faire du travail de terrain.

Michèle Dallaire propose que l'administration détermine les aires de fréquentation et fasse l'élaboration d'un processus mis à la disposition des familles pour faire appel à la décision du Conseil. Adoptée (270514-5.2)

5.3. Politique de dénonciation (Whistleblower Protection)

Marc Dumont a fait la présentation des modèles à cet égard. Il fait aussi un rappel de la nécessité d'avoir quelque chose en place en terme de politique et directive administrative de dénonciation.

Miguel Poulin propose l'adoption de la politique de dénonciation en première lecture. Adoptée (270514-5.3)

5.4. Politique d'admission

Marc Dumont présente quelques différents modèles de politique d'admission. Certaines politiques viennent assouplir quelque peu les critères d'admission, et le fait d'établir un cap de non-ayant droit est aussi considérée comme une approche intéressante, dans la perspective d'animer la vitalité de l'éducation et la communauté francophone.

Réal Jodoïn mandate l'administration d'élaborer une politique inspirée de ce qui a été présenté de façon à ce que le tout puisse correspondre à la vision et aux besoins du CSCE. Adoptée (270514-5.4)

6. Pour discussion :

6.1. Plainte Simms *Alberta Human Rights*

Marc Dumont explique les documents déposés à cette fin. En ce moment, on ne peut qu'être dans l'attente de voir ce que Monsieur Simms va faire suite à notre rétroaction collective, articulée par Mtre Feehan.

6.2. Vision 20/20 CSCN

Invitation déposée à titre d'information. Marc Labonté fait un retour sur la rencontre dont il a fait partie en tant qu'observateur. Quelques sujets ont retenu davantage l'attention, soit la compréhension de ce qu'était vraiment la culture francophone, la détermination des conseillers publics et catholiques, pour un même Conseil.

Le Centre-Est est déçu que le Centre-Nord ait posé une question concernant l'appétit des invités du Centre-Nord pour une fusion des 3 autorités francophones du nord de la province, sans en aviser le CSCE et le CSNO au préalable.

6.3. Suivi gouvernance

Présentation documents par Guy Généreux – échéancier et l'analyse des politiques du Conseil scolaire. Suivant l'échéancier proposé, basée sur des faits, l'évaluation de la direction générale débutera en décembre 2014.

6.4. *Task Force on Teaching Excellence*

Marc Dumont explique à titre d'information la nécessité d'avoir un sens de ce qui a été proposé. Marc Dumont fait la demande aux conseillers de consulter l'analyse préliminaire, et par la suite, de lui envoyer via courriel d'ici mardi prochain, leur rétroaction avant la rencontre des DG prévue la semaine prochaine. Tous les commentaires sont les bienvenus.

7. Pour information :

7.1. Nouveautés : examens provinciaux et redéfinition du curriculum

Josée Verreault, directrice des services pédagogiques, a fait une présentation concernant la redéfinition du curriculum ainsi de ce qu'il adviendra des examens provinciaux, qui seront précisément des tests d'évaluation d'apprentissage. Elle a exposé un résumé des documents déposés à titre de folios et a pris le temps de faire une mise à jour de la situation et expliquer le contexte des choses aux conseillers. Elle partagera également une petite présentation Prezi concernant une éducation qui inspire, question de vulgariser la chose et détruire les mythes concernant cette nouvelle approche.

7.2. Présentation aux conseils scolaires d'un nouveau modèle de négociations provinciales

Marc Labonté présente les grandes lignes du nouveau modèle de négociations proposées. Il demande aussi aux conseillers de consulter les documents déposés à titre d'information.

7.3. Demande d'admission Sommet

Marc Dumont présente la demande de parents et mentionne également qu'une REGIONAL AUTHORITY OF EAST CENTRAL FRANCOPHONE EDUCATION REGION NO.3

rencontre a eu lieu vendredi dernier à ce propos. Les parents ont soumis leur demande d'inscription pour leur enfant - inscrit au groupe de jeux cette année-à la prématernelle avec la direction d'école, et à partir de cela les a référé au Conseil. La direction d'école recommande leur admission pour le programme de la prématernelle l'an prochain.

Miguel Poulin propose l'admission de cet élève, à la prématernelle à l'école du Sommet pour l'an prochain étant donné que la demande étoffée des parents démontre un vif intérêt et des faits soutenant leur désir d'inscrire leur enfant dans une école francophone. Adoptée. (270514-7.3)

8. Rapports :

8.1. Rapport FCSFA (*Fédération des conseils scolaires de l'Alberta*)

8.1.1. Réunion du CA le 5 juin

8.1.2. FNCSF

Documents déposés à titre d'information.

8.2. Rapport ACSTA (Alberta Catholic School Trustee's Association)

Michèle Dallaire fait un retour sur les documents à titre d'information.

8.3. Rapport ASBA (Alberta School Board's Association)

Deux documents déposés à titre d'information.

9. Varia

9.1. Camp de jour : Voyageur

Délégation de la semaine passée – 2 personnes sont venues, Katia Backburn ainsi que Rébéka Barbeau. Très bonne initiative. Le Conseil envisage la possibilité de prêter le gymnase à cette fin et également de faire la promotion du projet en concertation avec l'équipe en charge. Lors de la rencontre de vendredi passée, l'administration a recommandé de faire demande auprès de l'ACFA de Bonnyville-Cold Lake par rapport aux salaires versés et aux assurances requises.

10. Rappels et correspondance

10.1. Lettre Ministre Johnson ; contrats

À titre d'information. Concernant clauses restrictives, religion, comportements. etc. Ne s'applique pas dans notre réalité.

10.2. Concerto St-Paul

À titre d'information. St-Paul et Plamondon font partie du réseau et il semble y avoir de l'intérêt de la part des municipalités de Bonnyville.

10.3. Articles de journaux

À titre d'information.

- 10.4. Lettre Greg Bass démolition
Marc Labonté préparera les documents nécessaires afin d'assurer les suivis pour la démolition de l'ancienne partie de Sommet (Centre culturel).
- 10.5. CDEA
AGA - Le 19 juin prochain.

11. Levée de la réunion

Réal Jodoin propose la levée de la séance à 21h10. Adoptée (270514.11)

Guy Généreux
président

Marc Labonté
secrétaire trésorier

Date